

The opening of negotiations with the European Economic Community has brought to the fore, where the SIX are concerned, the problem of the rôle and the responsibilities which an enlarged community will have to assume within the world economy. For countries seeking admission, the main problems are linked to the balance of payments in general and to the Commonwealth.

It would seem to us that an economically united, strong and dynamic Europe cannot but reinforce the development and stability of the world economy and contribute to a sustained growth of world trade. What we should fear, on the other hand, is that the enlarged community, preoccupied by its own internal development, might fail to be fully aware of its responsibility within the world economy. While its population would not exceed 11% of that of the non communist world, it would account for about 40% of its trade; and as a result of economic unification, that percentage would be further increased. Hence, it would seem that the leaders of the enlarged community should accept and take into account the fact that they have great responsibilities with regard to the development of the world economy. In other words, the TEN should avoid "cultivating their own garden" while ignoring the consequences of their decisions upon the economic situation of the under developed countries.

With regard to the estimated incidence on the balance of payments of membership in the E.E.C., it must be stressed that this involves three separate factors which are not strictly comparable and which must not be added to each other. First, there is the cost of the common agricultural policy which is composed of two parts: higher prices for imported food products as a result of switching from low price Commonwealth suppliers to high price European suppliers; and the payments to the European Economic Community agricultural fund to which Great Britain is supposed to make a relatively high contribution while receiving relatively little in return. Second, the effects of the customs tariff: paradoxically, Great Britain will have to suffer, in the final analysis, a loss as the result of the changing of the different customs tariffs after it joins the European Economic Community. Third, the movement of capital within an enlarged Community: Great Britain will no doubt have to dismantle the present exchange control mechanism, and this might trigger a significant outflow of capital not only towards the E.E.C., but also to the rest of the world. Of the three elements included in the cost of the entry in the E.E.C. for the balance of payments of Great Britain, the common agricultural policy only can be considered as real cost, in that sense that it implies a transfer of some of the real resources of Great Britain to the rest of the community which will have to come from an increase of the production. The cost of the diversification of trade as a result of entry into the community, does not place any additional burden on the national resources which are likely to increase more quickly, because of the dynamic effects of membership in an enlarged community. Finally, the cost in terms of the balance of payments of the increased exports of capital will be reflected in higher invisible income.

As for relations with the Commonwealth, I shall mention three types. First, the relations with a great

L'ouverture des négociations avec la Communauté économique européenne a mis au premier plan, du côté des Six, le problème du rôle et des responsabilités qu'une communauté élargie devra assumer dans l'économie mondiale; du côté des pays demandant leur admission, certains problèmes importants concernant la balance des paiements en général et le Commonwealth.

Une Europe économiquement unie, forte et dynamique, ne peut, nous semble-t-il, que renforcer le développement et la stabilité de l'économie mondiale et contribuer à une croissance soutenue du commerce mondial. Ce qui, par contre, est à craindre, c'est que la communauté élargie, absorbée par les préoccupations de son développement interne, ne prenne pas pleinement conscience de ses responsabilités dans l'économie mondiale. Alors que sa population ne dépasserait pas 11 p. 100 de celle du monde non communiste, elle concentrerait environ 40 p. 100 de son commerce; et du seul fait de son unification économique, le pourcentage ci-dessus serait encore accru. Il nous semble dès lors que les dirigeants de la communauté élargie devraient accepter qu'ils ont de grandes responsabilités quant au développement de l'économie mondiale et qu'ils devraient en tenir compte. Autrement dit, les Dix devraient se garder de «cultiver leur propre jardin» en ignorant les conséquences de leurs décisions sur la situation économique des pays tiers.

En ce qui concerne l'incidence estimée de l'adhésion à la C.E.E. sur la balance des paiements, on doit souligner que ceci met en jeu trois éléments séparés qui ne sont pas strictement comparables et qui ne doivent pas être ajoutés l'un à l'autre. En premier lieu, le coût de la politique agricole commune, composé de deux éléments: les prix plus élevés pour les produits alimentaires importés du fait du passage des fournisseurs à bas prix du Commonwealth aux fournisseurs européens à prix élevé; et les paiements au fonds agricole de la Communauté économique européenne auquel la Grande-Bretagne serait censée faire une contribution relativement élevée tout en recevant relativement peu. En deuxième lieu, les effets du tarif douanier de manière paradoxale, la Grande-Bretagne est appelée à subir une perte en dernière analyse à l'occasion des différents changements de tarifs douaniers qui suivraient son adhésion à la Communauté économique européenne. En troisième lieu, le mouvement des capitaux: il serait sans doute nécessaire pour la Grande-Bretagne, dans une Communauté élargie, de démanteler le mécanisme actuel de contrôle des échanges, et ceci pourrait déterminer une sortie notable de capitaux non seulement vers la Communauté économique européenne mais aussi vers le reste du monde. Des trois éléments qui composent le coût de l'entrée dans la C.E.E. pour la balance des paiements de la Grande-Bretagne, seule la politique agricole commune peut être considérée comme un coût réel, en ce sens qu'elle implique un transfert de ressources réelles de la Grande-Bretagne au reste de la communauté qui devra provenir d'une augmentation de la production. Le coût de la diversification des échanges, du fait de l'entrée dans la Communauté, n'implique aucun prélèvement additionnel sur les ressources nationales qui sont susceptibles d'augmenter plus vite comme suite aux effets dynamiques de l'appartenance à la communauté élargie. Enfin, le coût pour la balance des paiements des exportations accrues des capitaux sera reflété par des revenus invisibles plus élevés.

Dans le domaine des relations avec le Commonwealth, nous distinguerons trois types de relations. D'abord les